

-France : la bourgeoisie peut compter sur le PC, la CGT et les trotskystes.....p.2 et 3
 -Le prolétariat, seul frein à la guerre.....p.4
 -Polémique : les tâches des révolutionnaires.....p.5
 -Grève des mineurs en G.B....p.6
 -Les 35 heures en RFA.....p.7
 -Conflits impérialistes.....p.8
 -Le capitalisme décadent, c'est la barbarie.....p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International, n° 121, juin 84, 4 Ff/30 Fb/2 Fs/0,4 cts Can.

POUR ORGANISER NOS LUTTES, BRISER LEUR ISOLEMENT, IL FAUT COMBATTRE LES SYNDICATS

■ On voudrait nous faire croire que les syndicats se battent pour les ouvriers. On voudrait nous faire croire que la "désyndicalisation" est un fléau qui manifeste la passivité de la classe ouvrière. Et quand les ouvriers se battent en dehors du cadre syndical, on voudrait nous faire croire que ce ne sont que quelques "agités", "irresponsables", "provocateurs", qui défendent leurs privilèges!

C'est ce que toute la bourgeoisie s'est efforcé de faire par rapport à la grève sauvage qui a éclaté à la SCNF, bloquant St.Lazare, et dont les manifestations se sont étendues en 24 heures aux principales gares de la région parisienne, à une ligne de RER, et en province à Lille, Lyon, Bordeaux...

En fait "d'agissements ultra-minoritaires" comme a prétendu la CGT, en dénonçant cette grève "anti-syndicaliste", il faut rappeler que c'est près de 97% des cheminots consultés qui repoussent le projet de la direction (projet qui refuse de laisser cumuler les heures de travail gagnées par les 35 heures sur les congés, et qui prévoit par ailleurs -on en parle peu- 1500 licenciements!).

Les syndicats ont gonflé "l'impopularité de la grève". Mais ils n'ont soufflé mot de la réaction des "usagers" quand les aiguilleurs leur ont fait prendre le TGV gratuitement à Lyon... et pour cause! Il est sûr que ce n'est pas dans la logique gestionnaire des syndicats! Il est sûr qu'il est plus "responsable" du point de vue

de la gestion capitaliste, de soutenir le gouvernement, comme la CFDT qui réclame "35 heures avec réduction de salaire", ou de ne choisir, comme le font les syndicats, que des grèves qui ne "gênent pas l'économie nationale". Tout ce que la CGT a trouvé à faire, c'est de dénoncer les grévistes de la SNCF et de faire une enquête de flic pour découvrir, en appliquant les directives du ministre PC Fiterman les "irresponsables", les fauteurs de troubles, les grévistes qui osent défendre leurs intérêts.

On a vu s'étaler les louanges à la "responsabilité" de la grève à Citroën, encadrée par la CGT. Mais si la CGT a dû enfermer les ouvriers d'Aulnay derrière trois rangées de grillages, avec 10 cars de flics à l'intérieur de l'usine, avec un filtrage draconien des entrées et des sorties, c'est qu'elle se souvenait de Talbot, où elle a été huée dans les assemblées générales.

(suite page 2)



Après les licenciements aux usines Talbot, le trio gouvernement, patronat et syndicats fait passer 4000 licenciements comme une "victoire" après en avoir "annulé" 2000. Cette fois-ci, l'expérience aidant, toutes les précautions ont été prises pour que cette escroquerie ne débouche pas sur une remise en cause du jeu syndical : séquestration et isolement total des ouvriers derrière des rangées de CRS, de grillages et quadrillage de l'usine par la CGT.

**GREVES A CITROEN :
GOUVERNEMENT, PATRONAT ET SYNDICATS
ESCROQUERIE ET SEQUESTRATION
DES OUVRIERS LIRE P. 2**

FAILLITE DU CAPITALISME

L'avenir est dans la lutte ouvrière

■ La gauche et les syndicats mentent. Face à la gravité de la situation, face à la colère montante de la classe ouvrière, face aux questions que les ouvriers se posent sur l'avenir, ils n'ont pas d'autre choix. Et leurs mensonges sont de plus en plus gros.

Les syndicats mentent. Ils essaient de faire croire à un possible retour en arrière. Ils essaient d'enfermer les ouvriers dans la croyance que telle ou telle entreprise est viable du point de vue du capitalisme.

Il n'y a pas de retour en arrière possible. Depuis 15 ans, c'est une dégradation continue et inexorable de la condition ouvrière que nous subissons.

Loin de regresser, cette dégradation s'accélère. Et elle va continuer à s'accélérer.

La gauche ment. Elle essaie de faire croire au caractère "passager" d'une "réadaptation de l'industrie". Aujourd'hui, ce sont les usines les plus modernes qui doivent réduire leur production (voir Creusot-Loire, Thomson ou l'usine sidérurgique ultra-moderne de Fos, pour ne citer que des exemples français).

Quand la gauche licencie 15000 ouvriers en Lorraine, elle annonce avec grand spectacle la création de 4000 hypothétiques créations d'em-

ploiés. C'est dérisoire. C'est dérisoire quand on sait que ces 15000 licenciements ne sont qu'une infime partie des 1800 ouvriers jetés à la rue CHAQUE JOUR en France aujourd'hui. C'est dérisoire quand on sait que TOUS les pays d'Europe atteignent aujourd'hui des taux de chômage avoisinant les 12 % de la population active, certains, comme l'Espagne ou les Pays-Bas allant jusqu'à 15 ou 17 %. Chômeurs qui de plus en plus sont laissés non seulement sans avenir, mais aussi sans ressources.

On fait grand battage sur une "baisse du chômage" dans certains pays. Poudre aux yeux. Les journaux titrent "baisse du chômage en RFA". Pourquoi ? Parce qu'il aurait chuté de 1 % en février, alors qu'il a augmenté de 8,1 % en janvier ! Alors que le chômage a doublé en 3 ans en Allemagne, et qu'on annonce 30000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie !

Les défenseurs de l'ordre capitaliste essaient de gagner du temps. Ils agitent l'espoir que la soi-disant "reprise" de l'économie américaine ne va pas tarder à avoir des répercussions bénéfiques. Il n'en est rien. Cette "reprise" repose sur du sable. (Voir notre article dans la "Revue Internationale n° 37")

Le commerce mondial continue à baisser. Les investissements dans l'industrie aussi. Pour ne citer que la production automobile française (un des piliers de l'économie), elle a chuté de 8,6 % au premier trimestre. A cela, il faut ajouter :

-que les investissements actuels accroissent la productivité, pas la production ;

-que leur majeure partie est dirigée vers le secteur de l'armement. Mr Mitterrand, d'ailleurs, lorsqu'il est allé faire la publicité pour son "socialisme" lors de sa tournée en Europe en février, a annoncé la couleur. Son projet "grandiose" était : "une station spatiale militaire habitée". Voilà l'avenir en rose !

Non. Ce vers quoi nous allons, ce n'est ni vers un retour en arrière, ni vers une "restructuration" de l'économie. Ce vers quoi nous allons, c'est vers la catastrophe. Les licenciements de 79-80 n'ont pas évité les licenciements actuels. Ceux d'aujourd'hui n'éviteront pas plus ceux de demain. Une vague de chômeurs recouvre l'autre. Et l'explosion du chômage à laquelle il faut s'attendre risque fort de porter les 12 % de chômage en Europe à quelque 20 ou 30 %.

(suite page 6)

Grèves à Citroën ESCROQUERIE ET SEQUESTRATION DES OUVRIERS

■ Nous accusons et dénonçons les syndicats, la CGT en tête, de complicité, de collusion avec le gouvernement et le patronat pour le licenciement de milliers d'ouvriers.

Une fois de plus le trio de compères gouvernement, patronat et syndicats ont organisé avec soin, jusque dans ses moindres détails une vaste escroquerie sur le dos de la classe ouvrière.

Le scénario de cette escroquerie est aussi simple que crapuleux. Il est identique à celui qui a prévalu lors des licenciements aux usines Talbot, en mieux organisé et orchestré. La direction patronale décide 4000 licenciements, elle en annonce 6000. Les syndicats font un tollé. Le gouvernement arbitre. Au bout de quelques jours d'un ballet bien réglé, 2000 licenciements sont refusés, les 4000 souhaités sont avalisés. Toutes les parties y trouvent leur compte, sauf les ouvriers bien sûr, qui sont les dupes, les din-dons de la farce. Les directions patronales ont les licenciements qu'elles souhaitent, et à peu de frais; les syndicats crient à la victoire sous leur haute direction; le gouvernement qui a refusé 2000 licenciements sur 6000 sauve les apparences de son aurole ouvrière bien ternie.

Cela fait des semaines et des semaines que les licenciements aux usines Citroën menacent; durant tout le temps des luttes dans la sidérurgie, la situation reste confuse, rien ne se décide vraiment; la direction de Citroën avance prudemment, fait ses consultations auprès des ouvriers immigrés pour négocier un "retour au pays", les syndicats organisent un débrayage par ci par là, une visite organisée de l'entreprise, une petite manifestation, sans plus, pour ne pas perdre le contrôle de la situation face aux ouvriers dans l'expectative. Des ouvriers qui savent que 6000 licenciements sont prévus, mais qui ne savent pas encore où et comment exactement. Le plus chaud moment des réactions des ouvriers sidérurgistes passé, le trio gouvernement, syndicats, patronat, passe à l'offensive.

Le résultat des consultations pour le "retour au pays" est net, sans ambiguïté, 5% seulement des ouvriers consultés l'ont accepté. Le jeudi, les syndicats claquent la porte du comité d'établissement sans attendre les précisions sur les licenciements en cours; le vendredi, ils organisent une occupation quasi militaire de l'usine, ou, ce qui est plus proche de la réalité, une séquestration des ouvriers qui n'ont plus dès lors aucun contact avec l'extérieur. La police campe autour des usines occupées, l'ordre règne, les syndicats le maintiennent. Dès le mardi 14, pour éviter tout débordement venant de l'extérieur, ce sont les usines de Levallois et de Nanterre, toujours dans la région parisienne, qui sont occupées à leur tour. Toute la semaine, du 12 au 19 mai, le trio de l'ordre mène de pseudo-négociations où tous jouent la comédie de l'intransigeance; en fin de semaine, le gouvernement tranche et refuse 2000 licenciements. Les syndicats crient victoire et appellent à la reprise du travail en prenant d'extrêmes précautions pour que le conflit ne rebondisse pas et cette fois ci échappe à leur contrôle.

Ce scénario crapuleux qui consiste à annoncer 6000 licenciements pour en faire passer 4000 et présenter ceux-ci comme une victoire ouvrière est une tactique que les syndicats, le patronat et le gouvernement ont employé aux usines Talbot, aux usines Citroën, et qu'ils s'approprient à employer aux usines Renault, où 8 à 10000 licenciements sont annoncés, et ailleurs. Comme tel, il doit être mis à nu et dénoncé par tous les ouvriers.

Samedi 19 mai 1984
M. Prénat

POUR ORGANISER NOS LUTTES, BRISER LEUR ISOLEMENT, IL FAUT COMBATTRE LES SYNDICATS

(suite de la page 1)

C'est que son "image de marque", déjà sérieusement compromise, se satisfait mal des réactions des ouvriers, qui commencent à comprendre quel rôle jouent les syndicats. La CGT a dit qu'elle voulait "protéger les ouvriers des milices patronales". En fait, c'est elle-même qu'elle voulait protéger des débordements. Elle voulait parer à toute tentative de contact avec d'autres ouvriers, d'autres usines. Même à l'intérieur de l'usine d'Aulnay occupée, la CGT quadrillait pour empêcher les rassemblements, les discussions.

La CGT ne compte plus qu'un million de membres. En huit ans, elle en a perdu un tiers. Ses manifestations balades, ses journées d'action-bidon, les ouvriers en ont marre. Encore dernièrement, la CGT s'est faite huer lors de la manifestation des infirmières, le 25 avril. Non que les ouvriers ne "voudraient plus lutter", AU CONTRAIRE. Face à la gravité de la situation, la conscience grandit que ce n'est pas en suivant les méthodes syndicales qu'on imposera un rapport de forces à la bourgeoisie.

Plus que la "désyndicalisation" en elle-même, ce que redoutent la bourgeoisie, le patronat et le gouvernement, c'est ce qu'elle contient à l'heure actuelle : que les ouvriers s'affirment en dehors des organes d'encadrement bourgeois, qu'ils brisent les carcans syndicaux, et se dressent en dehors du cadre et de la logique des institutions bourgeoises. C'est que les ouvriers prennent en mains leurs luttes, en les étendant eux-mêmes. C'est cette crainte qu'exprime le ministre Bérégovoy, quand il déclare : "Il faut des syndicats forts, puissants et responsables pour conduire les mouvements et rechercher des accords." (TF1, le 17 mai)

La méfiance qui se manifeste envers l'encadrement syndical existe partout : en Italie depuis 1981, les syndicats ont enregistré une chute de 10% de leurs effectifs. On n'a pas oublié l'époque où les leaders de la CGIL

(CGT italienne) Lama et Trentin prônaient l'austérité et les "sacrifices" sur l'autel du "compromis historique", ni le sabotage de la grève de la Fiat en 1980 : selon un sondage dans l'usine, 54% des salariés de Fiat-Mirafiori (Turin) affirment que les syndicats ne sont plus crédibles. Dans cette usine, les syndicats sont passés de 36% à 18% d'adhérents, cela malgré la pression de toute la bourgeoisie : institutionnalisation des conseils d'ateliers, recours au syndicalisme de base. En Grande-Bretagne, aux USA, les taux de syndicalisation sont les plus bas connus depuis les années soixante.

Cela ne traduit pas pour autant une tendance à la passivité dans la classe ouvrière. AU CONTRAIRE. Contrairement à la syndicalisation massive des années de contre-révolution (années 30, après-guerre), le mouvement général de désyndicalisation face à la montée de la crise, loin de traduire un affaiblissement de la classe ouvrière, s'affirme dans une période de reprise internationale des luttes. Plus profondément, cela traduit une tendance à lutter spontanément hors de l'encadrement syndical. C'est là une caractéristique essentielle de la dynamique, de la combativité ouvrière, même si globalement les syndicats détiennent encore le contrôle de la situation.

Ainsi, en Belgique, si on a vu la désertion ouvrière des manifestations lors des journées de "grève générale" syndicales, les 3 et 10 avril derniers, on a assisté en même temps au déclenchement de grèves sauvages, principalement menées par les cheminots et les sidérurgistes de Liège et de Charleroi. Mais la situation actuelle exige davantage. L'attaque que déclenche la bourgeoisie contre la classe ouvrière s'intensifie désormais simultanément dans tous les secteurs, dans tous les principaux Etats industrialisés, en France où elle jette plus de 50000 ouvriers supplémentaires au chômage chaque mois, c'est le cœur de sa concentration ouvrière qui est touché avec la région parisienne.

Le problème qui est directement posé dans la poursuite des luttes, c'est celui de l'extension et de la généralisation au delà de l'entreprise, du secteur, de la région, de la nation. C'est la rupture de l'isolement des luttes actuelles qui se pose aujourd'hui comme nécessité. Mais en même temps est posée la nécessité de s'auto-organiser, de garder le contrôle de la lutte, de se battre contre les syndicats dont la fonction essentielle est précisément d'enfermer les ouvriers dans le cadre de l'entreprise, du secteur, de la région, de la nation.

L'emprise syndicale ne se réduit pas au nombre de ses adhérents. C'est le poids des mystifications, des idéologies corporatistes et nationalistes inoculées, diffusées, au sein de TOUTE la classe ouvrière depuis des décennies, lié à tout un passé, lié à tout un héritage de contre-révolution et lié à l'organisation sociale façonnée par le capitalisme d'Etat que le syndicalisme tire sa force. Ce poids, à travers le syndicalisme, vient opprimer une classe EXPLOITÉE qui n'a aucun pouvoir dans cette société en dehors de la conscience qu'elle peut tirer de son expérience, et de l'organisation de ses luttes qu'elle saura se donner.

Le pouvoir des syndicats repose sur le mensonge qui entretient les illusions ouvrières. La force des syndicats, c'est qu'ils parviennent encore à tromper sur les enjeux réels de la situation, à masquer le caractère irréversible de la crise du capitalisme mondial. Face à cela, les ouvriers doivent acquérir la pleine conscience de pourquoi ils luttent, pourquoi ils sont contraints de lutter : ils doivent avoir conscience qu'il n'y a plus d'issue à l'intérieur de ce système pour échapper à la barbarie et à la misère. Prendre conscience de cette situation, c'est pour la classe ouvrière prendre en charge son avenir, ses luttes, et briser l'encadrement syndical.

Y.D.
19/5/84

LA BOURGEOISIE PEUT COMPTER SUR LE P.C.F.

■ Dans la décadence romaine, on avait du pain et des jeux de cirque, dans la décadence capitaliste, la place des jeux de cirque idéologique est inégalable. Un des acteurs du cirque rallie encore à lui beaucoup de spectateurs de la gauche au pouvoir : le PCF. Malgré une austérité sans précédent qui va s'aggraver considérablement et dont le PCF partage la responsabilité au gouvernement, ses "écarts" de langage ou même un langage d'opposition, lui permettent d'entretenir les illusions dans la classe ouvrière sur sa place réelle contre la lutte de classe.

Des ouvriers de Lorraine, pourtant frappés par le chômage, nous ont annoncé "qu'avec seulement 4 ministres communistes, le PCF ne peut rien faire", tout comme on peut entendre ici ou là, des collègues de travail estimer que "si le PCF est obligé de quitter le gouvernement, ce sera à cause des pressions de la droite et du patronat". Ces réflexions témoignent des énormes mensonges qui pèsent encore dans la classe ouvrière sur la gauche "avec" les ouvriers ou au moins sur "une gauche qui serait moins mauvaise que la droite". Elles font écho aux déclarations du PCF au mois d'avril : "La droite refuse l'alternance" (Lajoinie), "si la droite parvenait à chasser les ministres communistes, à disloquer la majorité, elle créerait du même coup les conditions d'une aggravation des problèmes". (Marchais). Mais cela suffit ! Qui est responsable depuis 3 ans de l'austérité accrue ? Qui, sinon le gouvernement PC/PS ? Qui est responsable de l'accroissement du chômage ? Qui, si-

non l'aggravation de la crise d'un système économique dont la gauche comme la droite assure la gestion ? Qui est responsable des licenciements à Talbot et maintenant à Citroën ? Des "méchants patrons de droite" ou l'action concertée du patronat et des ministres de gauche ?

"L'Humanité" a le culot de titrer le 17 avril : "au gouvernement et avec les travailleurs". Mensonge ! On ne peut être dans l'eau et hors de l'eau ! Nos soi-disant communistes sont bel et bien mouillés par la solidarité gouvernementale ! Mais voyez comme ils sont embarrassés à tenter de justifier l'injustifiable : on est au gouvernement OU avec les travailleurs. En étant au gouvernement capitaliste et en ayant décidé d'y être il y a trois ans, le PCF agissait et agit en tant que parti de la bourgeoisie. Donc avec quatre ou quinze fauteuils de ministres, le PCF partage concrètement les responsabilités et l'attaque du gouvernement capitaliste contre les ouvriers. Même provisoirement, c'est indiscutable ! Comparez avec ses discours électoraux : "faire reculer le chômage, moderniser l'industrie". Ils ont aidé le PS à faire tout le contraire. Ils invoquent la crise mondiale comme excuse : mais cette crise, c'est celle d'un système qu'ils défendent, tous, de la droite au PC. Le PC n'est donc pas "empêché" de peser sur les choix économiques décisifs contrairement à ce qu'il dit, il est empêché circonstanciellement de retourner à sa place naturelle d'opposition à cause du caractère arriéré du système institutionnel de la bourgeoisie française (cf. nos arti-

cles au moment de l'accident électoral de mai 81). Malgré son double langage, le PC sait qu'il se discrédite un peu plus chaque jour, à rester assis au milieu de la solidarité gouvernementale, voilà pour la clarification ! Le cirque autour du vote de confiance a révélé ce que tous les ouvriers doivent comprendre de plus en plus : le PCF défend le capital national, et s'il n'est pas à sa place au gouvernement, ce n'est ni parce qu'il serait dangereux pour le capitalisme, ni parce que la droite ou le PS voudraient l'empêcher d'appliquer la vraie politique de mai 81 (qui n'était de toute façon pas destinée à être appliquée mais une pure propagande électorale pour amener les ouvriers à voter), mais parce que dans la période actuelle, ce n'est pas là qu'il peut remplir correctement sa fonction essentielle. Sa FONCTION, c'est celle qu'il a toujours jouée dans l'opposition en particulier depuis la 2ème guerre mondiale et où il a excellé pendant les années 70 : faire croire qu'il pourrait exister une alternative dans le cadre des institutions capitalistes. Qu'importe si, par médias interposés, ces féroces défenseurs stalinien du capitalisme tentent de se dédouaner : ils viennent de dire OUI une nouvelle fois à l'austérité de leur compère Mauroy. Nous n'aurons pas la mémoire courte, même demain quand ils quitteront le gouvernement, non pas sous la pression de la droite mais pour la nécessité de rester un tant soit peu crédibles et aptes à saboter la lutte de classe.

A.C

"Oui, le problème pour les travailleurs, pour les militants ouvriers, c'est de ne plus faire confiance ni au gouvernement ni aux grandes déclarations de Marchais, de ne plus faire confiance aux dirigeants syndicaux. C'est de prendre confiance en eux-mêmes. C'est de décider eux-mêmes de ce qu'ils peuvent faire. La bourgeoisie, les dirigeants du Parti Socialiste, ceux des grandes centrales syndicales, tous solidaires contre eux ne leur laissent pas d'autre choix". (tract distribué par Lutte Ouvrière le 24.4.84 à Thomson-CSF, Bagneux).

"Mais surtout ce qui sera sans doute décisif pour la suite du mouvement et pour la cohésion des mineurs eux-mêmes, c'est le soutien du reste de la classe ouvrière britannique, un soutien dont les mineurs ont déjà le plus grand besoin. C'est là l'enjeu des semaines qui viennent. Et pour remporter cet enjeu, les mineurs ne pourront compter sur aucune aide de la part de leurs dirigeants syndicaux, qu'ils se réclament de la gauche ou de la droite syndicale." (L.O n° 831 5.5.84).

Nous pourrions citer aussi dans un tract distribué à Renault-Billancourt le 13.5.84, les appels "à l'élargissement de la grève de Citroën à l'ensemble de la classe ouvrière".

Lutte Ouvrière est parmi les groupes trotskystes les plus connus (ICR, PCI (1), l'organisation qui n'a pas peur de "radicaliser" ses discours. Tandis que les deux autres continuent soit à "vouloir faire pression sur le gouvernement" ou "à contraindre ce pouvoir qui nous doit des comptes à faire une politique au service des travailleurs" (ICR) ou comme le PCI à se scandaliser sur les pratiques gouvernementales : "c'est une honte de voir des hommes portés au pouvoir par les travailleurs faire toute la politique que leur dictent les capitalistes contre les travailleurs", Lutte Ouvrière n'hésite pas à appeler à la défiance envers les dirigeants de tout acabit, à l'extension des luttes. Cela changerait-il la nature de Lutte Ouvrière ? Non, qu'on ne s'y trompe pas ! L.O est

une organisation bourgeoise au même titre que ses consœurs et cela se démontre aisément :
- la pseudo-radicalité du langage : L.O parle de bourgeoisie d'un côté et de dirigeants PC/PS de l'autre parce qu'en effet pour eux, le PS est un parti ni ouvrier, ni bourgeois et le PC un parti ouvrier-réformiste. Or, il est crucial que la classe ouvrière sache caractériser la nature de tels partis. Derrière le flou des formulations de L.O, il y a la clarté d'une position bourgeoise qui les amène dans tous les cas à soutenir même de façon critique ces partis face à la classe ouvrière et même à regretter que la politique qu'ils mènent aujourd'hui, "ils la payent par des pertes de municipalités, par une perte de confiance et de crédit auprès des travailleurs" (tract du 20.3.84, Thomson, Malakoff).

- L.O critique les dirigeants syndicaux, jamais les syndicats eux-mêmes. Là aussi derrière la critique, il y a surtout le soutien à l'appareil syndical. Il n'y a jamais de remise en cause de la structure syndicale, de l'idéologie syndicale.

- La pratique : d'un côté, on appelle à l'extension, à l'auto-organisation des luttes et de l'autre on se vautre dans une pratique syndicaliste quotidienne, à ras le bitume, dans des discours misérabilistes et réducteurs qui sont le propre de l'idéologie syndicale, emprisonnant les ouvriers dans le cadre du corporatisme et de l'usiniisme. A travers cette pratique, les trotskystes font du très bon travail syndical ; les dirigeants doivent leur en être reconnaissants car ils redonnent vie aux sections et s'avèrent donc être de très bons défenseurs des syndicats.

- quand surgissent des comités de grève, ils tentent d'en prendre la direction en cachant leur étiquette politique, non pour oeuvrer à l'autonomie de la classe ouvrière, mais pour que les ouvriers les suivent ; en fait, ils n'aspirent qu'à être les nouveaux cheffillons prêts à gérer et à faire passer leurs "solutions" à la crise.

Les plus ardents défenseurs des syndicats : Voyons ce passage trouvé dans le tract distribué à Renault, le 13 mai dernier : "La CGT vient d'organiser la réaction des travailleurs à Citroën. Krasucki lui-même reconnaît que la classe ouvrière en est exactement au même point qu'en 1981, sous les gouvernements de droite et dit maintenant que ce que nous attendions, nous ne l'obtiendrons que par la grève. Bien sûr, il est possible que la détermination des dirigeants nationaux de la CGT soit limitée, car en même temps, ils continuent à soutenir ce gouvernement qui est pourtant le premier responsable de la situation. Mais qu'importe : c'est la voie qu'ils ont prise aujourd'hui qui est la bonne. Nous n'obtiendrons, nous ne garderons même que ce que nous imposerons par la force". La leçon est claire : travailleurs, les organisations syndicales pourries par leurs dirigeants sont quand même vos organisations, elles ont pris la bonne voie pour lutter et résister. C'est limpide ! En fait, les trotskystes sont de bons militants syndicaux responsables, qui s'activent à redresser une maison qui s'écroule.

Les élections

Aujourd'hui, face aux élections européennes, Lutte Ouvrière présente une liste de candidats "au nom des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche ou opprimés par la droite", "des candidats qui ne chercheront pas à amener des voix à une gauche qui trahit les aspirations des travailleurs" mais qui "exprimeront la déception et la colère croissante de ceux-ci". (L.O, n°832, 12.5.84). Aujourd'hui encore, les trotskystes utilisent les élections afin de faire passer leur phraséologie "radicale". Mais le fait même qu'ils se situent sur le terrain électoral suffirait à prouver leur nature bourgeoise. Nous ne reviendrons pas ici sur le rôle des élections, les lecteurs peuvent se reporter à des articles écrits dans les R.I nouvelle série n°2 et 10. Mais nous voulons dénoncer le fait qu'à travers leurs phrases pseudo-ra-

dicales, les trotskystes participent au renforcement d'une institution bourgeoise et participent au renforcement des illusions des ouvriers sur cette question.

Faut-il rappeler leur participation zélée tant aux élections législatives que présidentielles ! Dans tous les cas, la stratégie consiste à présenter des candidats de leur propre formation au premier tour afin de ne pas laisser "carte blanche" à la gauche et au second tour à s'effacer et à appeler à voter pour les candidats de gauche qui "peuvent constituer un gouvernement au service des travailleurs". Ils l'ont fait en 1974 et ils ne cachaient pas leur rôle de rabatteurs en déclarant : "... il est maintenant évident que la candidature d'Arlette Laguiller a réconcilié avec la gauche des milliers de travailleurs (souligné par nous) qui ne se reconnaissaient pas dans le visage qu'en offre Mitterrand". (L.O n°297).

Ils l'ont fait en 1981, présentant la victoire de Mitterrand comme la victoire des travailleurs. Et dans leur cohérence contre-révolutionnaire, les trotskystes théorisent : "D'une manière générale, les révolutionnaires tout en ne se faisant aucune illusion sur le parlementarisme et en dénonçant publiquement ces illusions auprès des travailleurs (souligné par nous), ont trois raisons fondamentales de participer à des élections aux parlements bourgeois : tout d'abord se servir de la campagne pour diffuser le programme révolutionnaire, ensuite compter leurs partisans et évaluer le reflet de l'influence des idées révolutionnaires, enfin éventuellement envoyer des militants révolutionnaires au parlement pour se servir de la tribune qu'elle offre à ceux-ci". (Lutte de Classe, n°2, Revue Théorique de L.O). Le tour de passe-passe est joué : on dénonce mais on participe !

Les trotskystes : fils de la contre-révolution

Aujourd'hui, face à la situation sociale, face à un gouvernement de gauche qui gère loyalement les intérêts capitalistes et envers lequel les ouvriers perdent leurs dernières illusions, les trotskystes sont contraints de "radicaliser" leurs discours non pour dégager une perspective révolutionnaire, mais pour colmater les brèches et pour maintenir les ouvriers sur le terrain bourgeois. Car c'est l'ensemble de leurs positions politiques, héritées de la contre-révolution des années 30, qui font d'eux l'extrême-gauche du capital, et donc un appendice non négligeable de l'appareil politique de la bourgeoisie.

Ces positions politiques sur :
- la défense de l'URSS et des luttes de libération nationale ;
- sur le "socialisme" (nationalisations, contrôle ouvrier, auto-gestion, 35h) (positions que nous n'avons pas pu aborder dans le cadre de cet article)
- sur le soutien-critique aux PC/PS,
- sur la nature ouvrière des syndicats,
- sur la participation aux élections, en font des organisations bourgeoises, donc ennemies de la classe ouvrière. Ces organisations se sont avérées, s'avèrent et s'avèreront demain un danger important pour les ouvriers parce que derrière leur verbe radical, se cache une nature contre-révolutionnaire.

Rabatteurs de la gauche, gardes-chiourmes dans les syndicats, aspirants députés, ils se rangent à côté de leurs grands frères sociaux-démocrates et stalinien pour empêcher que la classe ouvrière ne trouve sa propre perspective révolutionnaire et elle ne peut la trouver qu'en se débarrassant de tout le fatras contre-révolutionnaire véhiculé par de tels groupes et dont elle doit se méfier au plus haut point.

P.F

(1) L.C.R (Ligue Communiste Révolutionnaire, section française de la IVème Internationale)

P.C.I (Parti Communiste Internationaliste, ancienne OCI/AJS)

Lisez notre brochure "Le Trotskysme"

LA CGT VA-T'EN GUERRE ... CONTRE LES OUVRIERS

■ L'automobile, la sidérurgie, la pneumatique, les charbonnages, les aciéries, les chantiers navals, ce sont les bataillons des grands centres industriels qui se mettent en lutte. "Nous sommes à l'heure des choix à l'échelon national, le gouvernement doit entendre la voix des travailleurs car à force de tirer sur la corde, elle risque de casser".

Ce cri d'alarme de Sainjon, secrétaire général des métallos de la CGT, s'il s'adresse au gouvernement doit être entendu par les travailleurs. Il annonce que la CGT est sur le pied de guerre, guerre contre les travailleurs ;

QUE DIT LA CGT ?

A l'entendre, elle se fait le champion de la défense des travailleurs, une défense soi-disant intransigeante des intérêts des ouvriers.

A l'entendre, elle se désolidarise du gouvernement comme l'affirmait dernièrement la crapule de Krasucki : "le pouvoir n'est pas le gouvernement de la CGT. La CGT n'est pas le syndicat du gouvernement".

A l'entendre, elle est l'image du vrai rassembleur du mouvement ouvrier comme ne cessent de le vociférer ses principaux valets.

A l'entendre, elle est la fraction la plus combative comme le braille Akka Ghazzi (leader CGT de Citroën-Aulnay) :

"On va entrer dans une nouvelle lutte très dure... Mais on a l'habitude".

A écouter la CGT, elle unit, rallie l'ensemble du monde ouvrier. Or c'est tout le contraire. Dans tous les conflits, elle se fait le défenseur zélé et inconditionnel du capital français. Elle se fait le principal agent déterminé de l'implacable dictature du capitalisme d'Etat. Mais laissons parler les faits eux-mêmes.

QUE FAIT LA CGT ?

En guise de défense des intérêts des travailleurs et de désolidarisation avec le gouvernement, elle propose des stages de formation ou de reconversion aux ouvriers jetés à la rue, ou aux aides au retour pour les travailleurs immigrés dans des pays où une bonne partie de la population est en état permanent de malnutrition, où les ouvriers du "pays" sont eux-mêmes sans travail. Belle défense ! En fait de travail, on leur propose l'expulsion. Elle signe sans honte les accords de licenciements de près de 2000 ouvriers de chez Talbot-Poissy en décembre 83 et les présente comme une victoire ouvrière. Et sublime raffinement, elle poursuit son infâme besogne en donnant son aval à la signature d'accord réduisant de manière drastique les allocations chômage, à la veille de licenciements massifs.

En guise de rassembleur du mouvement ouvrier, elle s'acharne systématiquement à détourner, isoler, encadrer, enfermer toutes les tentatives de la classe ouvrière qui cherche à étendre et organiser ses luttes : journées ville-morte qui ne font qu'enterrer le mouvement ; manifestations-balade, depuis celle des mineurs du nord de la France qui sont trébuchés, par petits paquets, dans les quartiers chics de Paris, jusqu'à la marche des sidérurgistes du 13 avril. Après se sera le tour des "Renault", "Michelin", "Citroën", où tout est soigneusement orchestré pour éviter la moindre rencontre des ouvriers des différents secteurs en lutte. En agissant ainsi, elle ne fait que réduire les aspirations de la classe en simples actions symboliques, décharnées, vidées de leur contenu.

En guise d'actions combatives, elle lance des opérations commandos et des actions coup-de-poing comme nous avons

pu le voir récemment en Lorraine et dans le sud de la France. En agissant ainsi, elle réduit sciemment la légitime violence des ouvriers contre l'Etat à des actes de défoulement inutiles et impuissants. Et pour couronner le tout, en fait de durcissement de la lutte, elle décide l'occupation-incarcération. De concert avec les CRS, elle fait de Citroën-Aulnay une forteresse inaccessible aux ouvriers de l'extérieur. A l'intérieur, elle utilise ses délégués pour quadriller les ateliers et éviter les débordements. En agissant ainsi elle détourne les ouvriers de la vraie force : l'unité et l'extension.

Non la CGT ne capitule pas ! Non la CGT ne trahit pas ! Elle applique la même politique qu'elle a toujours pratiquée, celle des défenseurs de l'esclavage salarié, elle défend la productivité capitaliste, la production française pour mieux soumettre la classe ouvrière aux exigences de la compétitivité et du profit.

Il ne suffit pas de désertir les syndicats, il ne suffit pas de déchirer sa carte syndicale dans des mouvements de colère bouillonnante, il ne suffit pas devant leurs exactions de conspuer leurs représentants. Pour mener la lutte, nous devons nous placer sur notre propre terrain : l'autonomie de classe. Et elle ne peut être acquise qu'en combattant les syndicats, en s'affrontant à eux. La CGT résistera et défendra chèrement sa peau et ce sera contre la nôtre. Prolétaires, ne nous y trompons pas, l'ennemi le plus dangereux est en notre sein, il est dans nos rangs.

S.K.

Depuis les années 60 :

LE PROLETARIAT, SEUL OBSTACLE A LA GUERRE

■ Dans notre article précédent nous nous sommes attachés à montrer les armes avant tout idéologiques que la bourgeoisie a utilisées afin d'entraîner le prolétariat dans les deux guerres mondiales. Nous allons à présent tâcher de répondre à pourquoi nous affirmions que nous sommes aujourd'hui dans une situation totalement différente de celle qui a précédé la première et la deuxième guerre mondiale, une situation telle que nous l'analysions comme un cours à des affrontements de classes décisifs, où l'issue de l'enjeu guerre ou révolution est déterminé par les combats que la classe ouvrière a commencé à lancer depuis la fin des années 60 et qu'elle devra accentuer dans les années 80, années de vérité.

Le prolétariat n'est pas embrigadé

Tous les batailles sur la guerre, les campagnes pacifistes, s'ils contiennent une vérité, c'est-à-dire celle qui veut que la crise économique du monde capitaliste pousse la bourgeoisie vers la guerre impérialiste généralisée, trouvent leur raison d'être dans la fumée qu'ils soufflent aux yeux des prolétaires pour les dévoyer de leur véritable terrain de lutte et tenter de les démoraliser dans leur lutte contre l'attaque du capital sur leurs conditions de vie. Car si le prolétariat mondial souffre encore de la faiblesse du corporatisme, du régionalisme et du nationalisme, la bourgeoisie sait qu'il n'est pas prêt à rentrer en guerre, qu'il n'est pas embrigadé derrière les intérêts de "sa" nation, de "son" drapeau national. C'est à un prolétariat qui ne sort pas de la défaite d'une vague révolutionnaire et dont le potentiel de combativité est intact qu'elle a affaire au niveau historique. De plus, les mystifications principales qui lui avaient permis l'entrée dans la 2ème guerre mondiale n'ont plus prise aujourd'hui :

-par la participation ouverte à la guerre mondiale et aux conflits inter-impérialistes qui n'ont jamais cessé, la Russie a révélé la véritable nature

bourgeoise de la théorie du "socialisme dans un seul pays" qui fut un thème majeur d'embrigadement du prolétariat dans les années 30 ;

-par la répétition de luttes ouvrières, culminant avec la Pologne 80, dans les pays de l'Est, c'est la mystification de leur nature "socialiste" qui est réduite comme peau de chagrin ;

-par la formation du monde en deux blocs, c'est la base de l'idéologie guerrière de la "défense nationale" qui se voit détruite. Aussi les fausses alternatives "fascisme/antifascisme", "Etat progressiste/Etat rétrograde", permises dans les années trente par la division du monde en Etats nationaux qui pouvaient encore se permettre d'avancer des politiques autarciques, apparaissent immédiatement comme mensongères ;

-aujourd'hui les protagonistes d'une guerre ne pourraient être que le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest. Justifier cet antagonisme à l'Est par la "défense du socialisme" trouverait peu d'adeptes chez les ouvriers (il n'y a qu'à se souvenir de la Pologne). Les tentatives à l'Ouest de mettre en avant la défense de la "démocratie" contre le "totalitarisme" ne rencontrent pas plus d'écho si l'on considère le peu d'enthousiasme soulevé par "la défense des droits de l'homme" de Carter (chacun connaît aujourd'hui les méfaits de la "démocratie" occidentale).

Les difficultés de la bourgeoisie à poursuivre sur le chemin de la guerre se sont manifestées ouvertement, depuis la fin des années 60. Une de ses concrétisations réside dans le fait que, malgré la tension impérialiste aiguë par l'accélération de la crise, les grandes puissances rencontrent d'énormes difficultés dans l'envoi de contingents massifs sur le front de guerre. Depuis le Vietnam, les USA ont dû supprimer le service militaire obligatoire et se doter d'une armée de métier. Lors du dernier

engagement au Liban, seule l'Italie a envoyé quelques appelés, et cela n'a pas manqué de provoquer des réactions. Quant à l'URSS, elle est confrontée au problème de la désertion en masse des soldats de son armée envoyée en Afghanistan. Les fondements de l'affaiblissement de ces mystifications se trouvent dans les conditions de vie du capitalisme décadent dont les contradictions se développent toujours plus. En effet, les causes de la crise actuelle sont les mêmes depuis l'entrée du monde capitaliste dans la décadence mais ses caractéristiques aujourd'hui montrent que sa situation s'est aggravée. Si dans les années trente, la bourgeoisie a pu limiter les effets de cette crise sur le prolétariat par la mise sur pied de politiques économiques de capitalisme d'Etat, aujourd'hui, ces politiques se révèlent d'une totale inefficacité pour redresser, ne serait-ce que momentanément, la situation économique. Ces politiques qui avaient permis de résorber le chômage en grande partie et de diviser les prolétaires en offrant la possibilité au plus grand nombre d'avoir du travail, coupèrent l'herbe sous le pied des grandes luttes de chômeurs qui apparurent au début des années trente ; l'accentuation inexorable du chômage aujourd'hui va faire s'effondrer la mystification de "l'Etat-Providencia", de "l'Etat social", du Welfare State qui donna du travail ! A présent, c'est lui qui met au chômage ! La raison fondamentale de son existence va se dévoiler pour ce qu'elle est : le contrôle répressif par la bourgeoisie de l'ensemble de la vie sociale.

La conscience de cet état de fait ne peut avoir pour résultat que la perte des illusions dans la démocratie bourgeoise et l'apparition au sein de la conscience prolétarienne de la nécessité de ne compter que sur soi-même. Aussi, c'est en fonction de cela que la bourgeoisie est de plus en plus contrainte de jouer les cartes syndicales et les cartes de gauche, ses armes dans les rangs du prolétariat ; et c'est dans les pays développés et principalement d'Europe occidentale que ce phénomène est le plus caractéristique depuis que les premiers soubresauts de la crise économique ouverte ont fait réapparaître brutalement le prolétariat sur la scène de l'histoire à la fin des années 60.

Les limites de la politique bourgeoise

Jusqu'à la fin des années 70, la relative lenteur de la crise a permis à la bourgeoisie d'étaler son attaque. L'engagement des partis de gauche a consisté surtout alors dans la mise en avant de politiques de gestion du capital national, de politiques électoralistes, pendant que les syndicats allaient dans le sens et la lignée de ces fausses perspectives pour le prolétariat. Cette période a été celle de la "gauche au pouvoir", supposée suffire à endormir la combativité ouvrière.

Mais avec la reprise des luttes dans la fin des années 70, avec les luttes des sidérurgistes français et anglais, des dockers de Hollande et de Belgique qui posèrent clairement les questions du besoin d'auto-organisation et d'extension auxquelles répondit la grève de masse en Pologne, cette stratégie de "gauche au pouvoir" sera renversée et la bourgeoisie se voit forcée d'engager directement sa gauche sur le front de la lutte de classe. Presque partout en Europe, on voit la gauche passer dans l'opposition ou y rester, prendre un langage dur vis-à-vis du gouvernement et s'efforcer de dégager en son sein des fractions plus

"ouvrières", et parallèlement un radicalisme croissant s'effectue dans les syndicats. C'est la mise en place de la "gauche dans l'opposition", qui permet une meilleure efficacité dans le dévoiement du prolétariat. Mais, c'est surtout au niveau syndical que la bourgeoisie est la plus apte à contrôler les luttes, c'est grâce au syndicalisme de base qu'elle peut coller à la lutte, qu'elle peut être présente au début des luttes, aux racines même du mouvement. Comme l'a montré la grève des travailleurs de la fonction publique en Belgique à l'automne 83 et depuis, les grèves en France et en Angleterre, les syndicats développent une stratégie du radicalisme, "à l'écoute des besoins des ouvriers", à la base pour mieux procéder à leur encadrement. Ainsi, la bourgeoisie est obligée de jeter dans la bataille de plus en plus de ses cartes ; son offensive politique lui fait et lui fera utiliser de plus en plus ses mystifications, ceci ayant pour résultat d'accentuer son affaiblissement historique. Sur le terrain économique, la combativité ouvrière ne lui laisse pas les mains libres pour porter l'attaque à un niveau suffisant contre le prolétariat ; elle doit la porter par secteur, par région, reculant toujours plus les échéances, faisant traîner la crise par les moyens du crédit, de l'inflation, par des moyens qui précipitent toujours plus l'économie dans l'abîme.

Elle a face à elle un prolétariat qui n'a cessé de répondre à chaque coup qu'on lui porte, et qui, à chacune de ses réponses, montre une combativité toujours intacte et une conscience des besoins de sa lutte toujours plus large. Un prolétariat que les discours, même "radicaux", laissent de plus en plus sceptique, et qui, avec la lenteur relative de la crise accumule une somme d'expériences au niveau de sa pratique, expériences qui tendent à se rejoindre dans chaque nouvelle reprise des luttes, à chaque nouvelle attaque du capital contre son niveau de vie.

De plus, l'accentuation inexorable du chômage que la bourgeoisie a pu utiliser pour diviser et intimider la classe ouvrière dans un premier temps où elle pouvait verser des allocations va toucher l'ensemble des prolétaires et montrer le véritable chemin que prend la crise. Les illusions sur un chômage nécessaire pour mettre fin à la crise vont s'effondrer à mesure que l'ensemble du prolétariat, par delà les divisions nationales, corporatistes, sectorielles et ethniques, va se trouver confronté à cette réalité : lutter ou tomber dans la misère. Ainsi le chômage est un facteur actif qui pose les bases de l'unité du prolétariat.

La lutte de classe

Aujourd'hui, le prolétariat prend conscience lentement, mais avec d'autant plus de force et de profondeur, de la réalité de la crise et du système économique qui la sous-tend ; la dynamique des luttes ouvrières des années à venir sera marquée par cette tendance dont l'accentuation et le développement dans la pratique dépendra de la capacité de la bourgeoisie à renforcer le syndicalisme de base et ses mystifications, et de la capacité du prolétariat à y répondre et à tracer son propre chemin de classe en déjouant tous ces pièges et avant tout le syndicalisme de base.

C'est donc bien la lutte de classe qui est au cœur de l'alternative qui se pose aujourd'hui, guerre ou révolution c'est bien d'elle que dépend l'issue de cette alternative. Cette question du syndicalisme est liée et rejoint

celle de la défense des intérêts du capital national et la défense de ces intérêts, à l'époque où la perspective que donne à la société la bourgeoisie mondiale et ses bourgeoisies nationales est la guerre impérialiste généralisée, signifie combattre le prolétariat pour l'envoyer à la boucherie et lui faire produire des moyens de destruction.

Avant les deux guerres mondiales, les révolutionnaires mirent en avant en premier lieu le mot d'ordre : "transformer la guerre impérialiste en guerre de classe" qui était à l'ordre du jour devant la défaite idéologique du prolétariat. Dans la période actuelle, le prolétariat n'est pas défait, il n'est pas embrigadé derrière les intérêts bourgeois et si la guerre est bel et bien un des faits qui se présente à lui aujourd'hui, c'est principalement par sa capacité à combattre pour ses intérêts de classe qu'ainsi il écartera définitivement l'alternative guerrière.

Aussi si aujourd'hui, aucune réaction prolétarienne d'importance n'est apparue devant les bruits de bottes militaires au Moyen-Orient, devant l'envoi des contingents français, anglais italiens et américains au Liban et au Tchad, devant l'accentuation des tensions inter-impérialistes entre les deux blocs, c'est que le problème économique reste encore séparé du problème politique et militaire dans la conscience de la classe. C'est le développement de la grève de masse et de la généralisation de celle-ci qui fera le lien entre ces deux questions.

Il n'en reste pas moins que les luttes actuelles, si elles n'empêchent pas l'accentuation des conflits inter-impérialistes à la périphérie, barrent la route à toute apparition de ceux-ci au centre de l'enjeu militaire de la bourgeoisie : l'Europe occidentale.

L'Europe de l'Ouest au coeur de la question sociale

Ce n'est pas vers les pays de la périphérie ni vers les pays de l'Est que nous devons porter nos regards pour avoir une appréciation réelle et globale de la situation du prolétariat mondial :

"Tant que les mouvements importants de la classe ne toucheront que les pays de la périphérie du capitalisme (comme ce fut le cas en Pologne) et même si la bourgeoisie locale est complètement débordée, la sainte alliance de toutes les bourgeoisies du monde, avec à leur tête les plus puissantes, sera en mesure d'établir un cordon sanitaire tant économique que politique, idéologique et même militaire, autour des secteurs prolétaires concernés. Ce n'est qu'au moment où la lutte prolétarienne touchera le cœur économique, et politique du dispositif capitaliste

-lorsque la mise en place d'un cordon sanitaire économique deviendra impossible, car ce serait les économies les plus riches qui auraient été touchées ;

-lorsque la mise en place d'un cordon sanitaire politique n'aura plus d'effet, parce que ce sera le prolétariat le plus développé qui affrontera la bourgeoisie la plus puissante ; C'est alors seulement que cette lutte donnera le signal de l'embrasement révolutionnaire mondial".

(Revue Internationale n° 31 : "Le prolétariat d'Europe occidentale au centre de la généralisation de la lutte de classe").

Il est cependant évident que si le prolétariat d'Europe ne répond pas à un niveau supérieur à celui qu'il manifeste actuellement face à la bourgeoisie et se laisse isoler et battre régions par régions, voire nations par nations, le cours actuel aux affrontements de classes se transformera inéluctablement en un cours vers la guerre impérialiste généralisée.

Dans les années à venir, dans les années 80, c'est toute l'histoire du mouvement ouvrier qui va se révéler dans les faits, et c'est toute l'histoire de l'humanité qui va se jouer.

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE N°37

Sommaire du n°37 (2ème trimestre 84) :

- La reprise de la lutte de classe
- Le mythe de la reprise économique
- Les communistes et la question nationale
- La faillite du conseillisme
- A propos de la critique de la théorie du "maillon faible".

POLEMIQUE SUR L'INTERVENTION DES REVOLUTIONNAIRES DANS LA GREVE DES MINEURS EN ANGLETERRE

■ Le surgissement d'un mouvement de grève aussi important que celui des mineurs de Grande-Bretagne, est toujours un sérieux test pour les révolutionnaires, pour leur capacité à comprendre le développement du mouvement de la classe et le rôle qu'ils y jouent. La section du CCI en Grande-Bretagne a donné une part considérable de ses ressources limitées à intervenir dans cette lutte : les 2 dernières publications de notre journal, World Revolution, mettaient en avant la signification et les perspectives de la grève des mineurs, et jusqu'à aujourd'hui, nous avons fait 2 tracts. Le premier dans la première semaine de grève, expliquant l'importance de la grève comme partie de la reprise internationale de la lutte de classe. Le second après 6 mois de grève, dénonçant les entraves des syndicats qu'ils imposent au mouvement et mettant en avant la nécessité de l'extension de la lutte au sein de l'industrie et du charbon.

Dans cet article nous essaierons de voir comment d'autres éléments du milieu révolutionnaire sont intervenus dans cette grève. L'aile conseillisto-libertaire du mouvement, dont le groupe WILDCAT, sur la base d'un tract. Et la tendance bordiguiste représentée par la C.W.O. (Communist Workers Organisation) sur la base d'un de leurs tracts. (note 1)

Les critères pour apprécier comment ces groupes ont rempli ce que doivent être les tâches réelles des minorités communistes nous sont donnés dans le Manifeste Communiste :

"Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ; sur le plan de la théorie, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien".

(Manifeste du Parti Communiste)

Forces communes, faiblesses communes

Il est connu qu'en dépit de leurs différents cadres politiques, les forces et faiblesses de l'intervention des deux groupes sont remarquablement similaires. Du côté positif :

- les deux montrent une reconnaissance de la force du mouvement des mineurs; l'activité militante et l'ingéniosité des piquets de grève ; le potentiel de la grève à échapper au contrôle du carcan syndical.

- les deux dénoncent les syndicats et appellent les ouvriers à s'organiser en dehors et contre eux;

- les deux -de façon plus ou moins importante- affirment que la lutte des mineurs ne peut se restreindre aux mineurs eux-mêmes, mais doit être étendue activement à d'autres secteurs de la classe.

Ainsi jusque-là, les deux interventions révèlent leur caractère communiste. Mais les faiblesses communes à ces efforts montrent toute la confusion qui règne encore en leur sein.

Pour commencer, un point qui semble peut-être secondaire en ce moment mais qui deviendra, avec la radicalisation croissante des syndicats et la poussée des mystifications syndicales "de ba-

se", un problème central. Les deux groupes montrent un certain manque de clarté sur la nature actuelle des syndicats, organes de l'Etat bourgeois.

Ainsi le tract de Wildcat commence par identifier les ennemis des ouvriers. "L'ennemi numéro un" est l'Etat, par lequel ils désignent le gouvernement, la police et les médias. "L'ennemi numéro deux", c'est les syndicats, ce qui suppose qu'ils ne font pas partie de l'Etat. Plus loin le tract dit : "Le NUM (syndicat des mineurs), comme tous les autres syndicats, défend son propre pouvoir et son influence dans le système capitaliste". Cette position, si elle reconnaît la nature capitaliste des syndicats n'est pas juste car elle donne l'impression que la classe capitaliste est simplement divisée en gangs compétitifs et n'a pas de cadre cohérent et organisé (l'Etat) à travers lequel elle s'affronte à la classe ouvrière d'une façon intelligente et unifiée.

L'article de la CWO (Workers' Voice no 16) sur la grève tombe dans une erreur semblable en mettant en avant l'argument habituel de la CWO, que les syndicats sont mauvais parce qu'ils cherchent à "négocier le prix de la force de travail qu'elle vend au capital". Cela sous-entend que les syndicats sont des intermédiaires entre le capital et le prolétariat, qu'ils ne sont pas des agents directs de l'Etat capitaliste à l'intérieur de la classe. Ailleurs dans le même journal de Workers' Voice, cette ambiguïté va plus loin. Dans la présentation de thèses sur les syndicats de l'organisation soeur de la CWO, BATTAGLIA COMMUNISTA, on nous dit que : "la nature de classe objective, irréversiblement contre-révolutionnaire et anti-ouvrière dans la période impérialiste n'altère pas leur composition ouvrière de classe, ou le fait qu'ils sont des organisations dans lesquelles le prolétariat fait collectivement pression pour son auto-défense immédiate".

La CWO n'a pas de critiques face à cette position épouvantablement confuse, qui représente une sérieuse brèche à travers laquelle l'idéologie syndicale pourrait pénétrer l'organisation dans les luttes futures.

Mais la faiblesse la plus marquante dans ces interventions est leur incapacité à mettre en avant "la ligne de marche, les conditions et les buts généraux, ultimes du mouvement prolétarien".

Ainsi, les deux groupes ne peuvent mettre la grève des mineurs dans son

contexte international. L'article de la CWO ne dit rien du tout sur la reprise internationale de la lutte de classes, et tout au long de sa publication, Workers' Voice ne mentionne qu'une fois, le surgissement de luttes massives dans les pays centraux du capitalisme, et c'est caché à la fin d'un article sur la crise et la menace de guerre. Le tract fait mention des luttes des sidérurgistes français mais on peut difficilement dire qu'il est animé du souci de montrer aux ouvriers de Grande-Bretagne que leur lutte fait partie d'une vague internationale de résistance de la classe. Le tract de WILDCAT ne dit rien du tout sur la dimension internationale des luttes. Son localisme est si prononcé qu'en parlant du besoin des luttes de se rejoindre, il donne une liste de grèves se passant dans le nord de l'Angleterre, supposant que l'extension du mouvement ne peut se dérouler que sur une base régionale. Ceci correspond bien à un groupe qui se définit à la fin du tract comme un "groupe révolutionnaire fixé à Manchester" et pas comme une expression du prolétariat mondial.

Contre cette approche "Britannique" sinon "Anglaise du nord", nous insisterons sur la nécessité grandissante pour les révolutionnaires de montrer le mouvement pratique, réel vers la généralisation internationale de la lutte ouvrière.

Les deux groupes tendent à se "dis-soudre" dans les préoccupations les plus immédiates des mineurs en se focalisant sur la question de la "victoire" pour cette grève en particulier. La conséquence en est l'absolue nécessité de la généralisation à d'autres ouvriers. Le tract de WILDCAT commence par : "Cette grève doit être gagnée", bien que plus tard ils disent "les mineurs peuvent gagner, mais ils ne peuvent gagner seuls", et le tract met un peu l'accent sur le besoin pour les autres secteurs de se joindre à la grève.

La CWO, quant à elle, fait une telle fixation sur "la victoire pour les mineurs" que toute leur perspective commence à ne plus se distinguer de celle des gauchistes.

Leur obsession du "concret" les a conduit à perdre de vue les besoins essentiels du mouvement. Quand elle met autant d'insistance sur le besoin des mineurs de mettre en avant des "exigences précises" : "Ne retournez pas au travail jusqu'à ce que toutes les menaces de chômage ne soient retirées et que les salaires soient payés entièrement" ; quand elle insiste si lourdement sur le besoin de bloquer tout transport de charbon, elle fige simplement le mouvement en en faisant un mouvement de mineurs pour un objectif limité aux mineurs. Dans cette logique, l'article de Workers' Voice ne fait pas une fois appel à d'autres ouvriers pour qu'ils rejoignent activement le mouvement. Tout comme les gauchistes et les syndicats, "le soutien aux mineurs" est réduit à une question de blocage du transport du charbon. Le tract fait, en passant, appel à ce que les gares, les usines sidérurgistes, les dockers et les chemins de fer s'arrêtent, mais c'est encore dans l'esprit plus d'"aider les mineurs" à obtenir ce qu'ils exigent que d'affirmer la nécessité d'un large mouvement de classe avec des buts de l'ensemble de la classe.

Bien plus, en parlant avec autant de désinvolture de comment les mineurs peuvent gagner cette grève, les deux groupes obscurcissent la perspective réelle qui apparaît avec la reprise actuelle de la lutte de classe. Bien que tous les deux parlent de la crise économique, et que la CWO affirme que la seule issue pour le capital est la guerre, aucun des deux n'insiste sur

la nature limitée de toute "victoire" économique aujourd'hui ou ne montre que la victoire réelle dans la lutte aujourd'hui est le développement de la tendance vers l'auto-organisation, l'unification et la conscience dans la classe (2).

Parce que le chômage massif révèle si clairement la banqueroute du système capitaliste, une lutte militante contre les licenciements telle que la grève des mineurs est le moment opportun pour montrer concrètement que toute victoire économique ne peut être que de courte durée aujourd'hui et pour affirmer que la seule "ligne de marche" du mouvement prolétarien est la marche vers la révolution communiste.

"communisme" n'apparaissent dans aucun des tracts de ces groupes. Pour revenir au "Manifeste Communiste" : "...dans les différentes phases du mouvement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité."

Ce qui est important et significatif dans cette grève des mineurs, n'est pas sa particularité, mais son caractère général, le fait qu'elle soulève concrètement la nécessité de la généralisation de la lutte, et qu'elle fait partie d'un mouvement international de la classe qui menace la base même de l'ordre capitaliste. WILDCAT et la CWO ont oublié à un tel degré le contexte général dans lequel prend place cette grève, qu'ils se rendent incapables de "représenter toujours et partout le mouvement dans son ensemble", d'agir comme une réelle avant-garde communiste, et "l'avant-gardiste" CWO est même tombé plus bas que les conseillistes de WILDCAT à ce niveau.

Etre à l'avant-garde n'est pas répéter des incantations rituelles sur le parti, mais comprendre où va le mouvement de la classe, et agir en accord avec cela.

traduit de WR n°71.
mai 84.

NOTES :

(1) Le tract de WILDCAT auquel nous nous référons est intitulé : "comment les mineurs peuvent gagner leur combat", et peut être obtenu à : "Wildcat, The Autonomy Center, 8-10 GT Ancoats St, Manchester 10". Une version revue de ce tract "la lutte des mineurs est notre lutte" est aussi sortie, et porte les signatures de WILDCAT et du Communist Bulletin Group. Ce second tract a été distribué à une récente marche de mineurs devant la conférence des délégués du NUM à Sheffield, mais pour une raison inconnue (chaque autonomiste a son propre tract autonome, peut-être?) un autre tract, portant la même adresse que WILDCAT et beaucoup de phrases semblables a été diffusé à la manifestations sous les auspices du "Red Knight". Ce front uni des "anti-centralistes" du CBG ne devrait pas nous surprendre : ils sont tous deux unis dans leur grande terreur et leur haine du travail révolutionnaire réellement centralisé. Nous devrions aussi dire que le groupe WILDCAT contient des éléments qui ont participé directement aux intrigues du groupe d'éléments qui ont gravité autour de Chénier contre le CCI en 1981, et qui comme le CBG ont répondu aux efforts du CCI pour se défendre, en invoquant la menace de la police. Bien que le groupe WILDCAT dans son ensemble, à la différence du CBG, ne se soit pas spécifiquement constitué autour de telles tentatives nauséabondes, et puisse être ainsi considéré comme faisant partie du milieu révolutionnaire, il devra certainement s'affronter à certains problèmes ouvertement s'il tient à avoir des projets pour un une évolution plus positive dans l'avenir.

L'article de la CWO s'intitule "la grève des mineurs doit être gagnée" dans "Workers' Voice" n°16 ; le tract est intitulé "une victoire pour les mineurs est une victoire pour tous" et a été aussi diffusé à la manifestation de Sheffield. Pour l'avoir : CWO, PO box 145, Head Post Office, Glasgow.

(2) Il est paradoxal qu'il y a quelques années, la CWO avait l'habitude de dénoncer le CCI pour avoir osé suggérer qu'une lutte déterminée des ouvriers pouvait faire reculer temporairement la bourgeoisie. Aujourd'hui, la CWO a viré à 180° et insiste de façon complètement exagérée sur la question des "victoires" économiques, en excluant toute perspective plus large!

LISEZ
NOTRE
BROCHURE

Courant Communiste International

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



BROCHURE N°3 AOÛT 79 4 Ff 35 Fb

FAILLITE DU CAPITALISME

L'AVENIR EST DANS LA LUTTE OUVRIERE

(suite de la page 1)

C'est ce que les ouvriers d'Europe, après être restés le souffle coupé après le premier coup de massue de 79-80, commencent à comprendre.

Au début de l'année dernière, une grève massive avait éclaté contre les mesures d'austérité du gouvernement centre-gauche Fanfani. Dans un tract d'un groupe d'ouvriers de Fiat on pouvait lire :

"Pourquoi accepterions nous des sacrifices pour défendre l'économie nationale? Nous n'avons jamais rien gagné à cela, ils ne font que préparer des sacrifices plus grands, y inclus le sacrifice suprême de défendre l'économie nationale dans la guerre"

Depuis, on ne compte plus de mois sans que des grèves ouvrières rappellent à la bourgeoisie qu'il n'est pas question de croire que les ouvriers vont subir passivement l'avenir qu'on leur réserve :

JUILLET - AOUT 83 :

- USA : 700 000 employés des télécommunications, 16 jours de grève ; 80 000 employés de l'électricité, 10 jours de grève.

SEPTEMBRE - OCTOBRE 83 :

-RFA : grève des chantiers navals de Brême et de Hambourg ;

-BELGIQUE : 800 000 fonctionnaires (1/4 de la population active) : 4 semaines de grève.

-HOLLANDE : grève de tout le secteur public pendant 7 semaines.

NOVEMBRE 83

-FRANCE : grèves larvées dans les tris postaux ;

-USA : transports "Greyhound" 12 000 employés en grève pendant six semaines.

-GRANDE-BRETAGNE : grèves dans les chantiers navals, dans les mines et dans les plate-formes pétrolières.

DECEMBRE 83

-FRANCE : grèves sporadiques dans les postes ; automobile (Talbot) ;

-SUEDE : un jour de grève dans les mines du nord qui s'étend aux transports.

JANVIER - FEVRIER 84

-ESPAGNE : 10000 ouvriers sidérurgistes en grève ; mouvements dans les chantiers navals ;

-ITALIE : nombreuses grèves disséminées dans tout le pays.

-GRANDE-BRETAGNE : grèves dans l'automobile.

MARS 84

-GRANDE-BRETAGNE : 170 000 mineurs en grève (la grève se poursuit encore à l'heure où nous écrivons) ;

-ITALIE : 700 000 manifestants à Rome à l'appel des "conseils d'usines" et de la CGIL ;

-RFA : mouvements dans la métallurgie et l'imprimerie ;

-FRANCE : grève dans les mines. Mouvements dans la sidérurgie.

AVRIL 84

-FRANCE : mouvements dans la sidérurgie. Affrontements dans les chantiers navals. Dans les postes, les conflits persistent ou resurgissent.

-BELGIQUE : grèves dans la sidérurgie ;

-GRANDE-BRETAGNE : la grève continue dans les mines. Grève des transports.

-JAPON : grève illimitée des 22 000 dockers pour la garantie de l'emploi.

MAI 84

-FRANCE : automobile (Citroën).

-RFA : grèves dans la métallurgie.

C'est dans cette ébullition que se forgent les armes qui permettent de combattre contre l'avenir tel que le prépare la classe capitaliste. Cette dernière profite encore de l'isolement des différentes luttes qui se mènent. Elle parvient encore à faire endosser aux ouvriers la dégradation de leur condition en les attaquant paquet par paquet. Elle se durcit même. Elle n'a pas d'autre choix que la "rigueur".

Il n'est pas facile de répondre à l'ampleur de la crise actuelle, face aux Etats mobilisés et acculés à la détermination la plus féroce. Les questions se bousculent : à quoi sert une grève qui paralyse la production quand il y a des stocks d'inventés ? Comment avoir une force suffisante par nous-mêmes, sans les syndicats ? Comment étendre la lutte à des secteurs

qui sont moins directement touchés par des mesures immédiates ? Comment résoudre les problèmes qui surgissent quand une partie des ouvriers n'est pas déterminée à faire grève ?

C'est dans ces questionnements face à l'histoire qui s'accélère que se forge la seule puissance capable de faire obstacle à la catastrophe : la conscience des masses ouvrières qui leur permettra seule d'imposer une autre organisation du monde.

Ce qui fait la force de la classe exploitée grandit aujourd'hui :

-dans la simultanéité même des luttes actuelles qui ne peut que développer la conscience que les ouvriers, tous les ouvriers, se battent contre les mêmes problèmes ;

-dans les tentatives conscientes d'extension, dépassant les catégories sectorielles ou régionales ;

-dans les essais de prise en main, au travers des A. G., de leur mouvement par les ouvriers eux-mêmes, contre les "prises en charge" syndicales ;

-dans la conscience grandissante des enjeux actuels, qui s'exprime dans la défiance vis à vis des "perspectives" de la bourgeoisie et dans le fait que les ouvriers se battent de plus en plus contre l'Etat et non plus contre tel ou tel "méchant patron".

D.N.

GREVE DES MINEURS EN GRANDE-BRETAGNE

LA NECESSITE DE L'AUTO-ORGANISATION ET DE L'EXTENSION DES LUTTES OUVRIERES

■ Depuis 2 mois maintenant, les mineurs anglais poursuivent avec détermination leur grève contre 20 000 licenciements, bien que privés de salaire, et bien que le nombre d'ouvriers en grève se soit réduit depuis le mois d'avril où 170 000 mineurs paralyseraient les mines. Au cœur de leur lutte, une question : celle de l'extension, du renforcement de ce combat.

La presse se plaît à monter en épingle les "divisions" et les "affrontements" entre grévistes et non-grévistes, comme elle le fait ailleurs. Contrairement à ce qui s'est passé à Talbot, cependant, où les ouvriers se sont affrontés à la milice patronale, les mineurs anglais affrontent une question autrement plus compliquée. Il est important, pour dépasser ce problème de comprendre mieux les enjeux et les moyens du combat plus général qui s'engage.

La démocratie bourgeoise contre la démocratie ouvrière

Lorsque des ouvriers partirent du Yorkshire du sud pour convaincre ceux du Nottinghamshire et du Derbyshire d'entrer en grève à leur tour, tous les médias bourgeois se sont indignés, et ont crié à l'intimidation. Selon les journaux et la télévision, les ouvriers non-grévistes auraient été contraints de se joindre à la grève contre leur volonté. Pourquoi ? Parce qu'ils n'avaient pas exprimé leur opinion démocratiquement, dans un vote national. Un vote c'est à dire mettre une croix sur un morceau de papier, et mettre ce morceau de papier dans une boîte, selon le rite de la démocratie bourgeoise. En insistant sur le vote, la classe dominante n'espérait pas seulement que les ouvriers s'expriment contre la grève, mais surtout qu'ils s'expriment dans le cadre des institutions capitalistes (les syndicats). Le vote syndical, comme le vote électoral, se déroule sur un terrain contrôlé par la classe dominante, où les ouvriers ne peuvent discuter, ni agir en tant que classe. Le vote non seulement atomise les ouvriers qui se battent ensemble en une somme d'individus isolés et passifs, mais les laisse sans défense face au barrage de la propagande bourgeoise qui leur martèle le mensonge selon lequel l'ouvrier est d'abord et avant tout un citoyen responsable dans une nation.

Plus spécifiquement, l'intention qui animait cette campagne pour le vote

était de renforcer les hésitations des mineurs qui n'étaient pas encore en grève et de les immuniser contre les "piquets volants" (délégations d'ouvriers grévistes). Mais surtout, cette campagne exprimait la peur de la bourgeoisie de voir les ouvriers agir selon LEUR PROPRE démocratie, que les médias se plaisent à appeler la "loi du plus fort". La démocratie ouvrière n'a rien à voir avec des majorités abstraites ou formelles. La démocratie ouvrière, c'est les moyens que se donnent les ouvriers pour développer leur lutte. Tous les mouvements de la classe ouvrière aujourd'hui commencent par des actions minoritaires, parce qu'il n'y a plus d'organisations unitaires possibles en dehors de la lutte. Les syndicats sont devenus des agents de l'Etat. Les ouvriers ne peuvent plus rassembler leur forces organisationnelles avant l'éclatement de la lutte. C'est pourquoi toutes les luttes d'initiative ouvrière débutent anti-démocratiquement dans le sens bourgeois, légaliste du terme. Mais en réalité, la grève de masse (c'est à dire un mouvement qui tend à impliquer tous les ouvriers) est la chose la plus démocratique qui soit du point de vue des ouvriers. Bien qu'impliquant au départ une minorité combattive d'ouvriers, la démocratie prolétarienne s'étend aux autres ouvriers dès qu'ils commencent à discuter et agir pour leurs intérêts communs d'ouvriers. Et de ces intérêts communs, entre grévistes et non-grévistes, la presse bourgeoise évite soigneusement de parler dans ses diatribes contre les "manoeuvres d'intimidation".

Après l'édification de ce mythe, la police a pu être lâchée sous prétexte de contrer les soi-disant "manoeuvres" et défendre le "droit au travail" de chaque ouvrier. Mais le but réel du déploiement sans précédent de la police était avant tout d'empêcher la discussion entre grévistes et non-grévistes. Les mineurs grévistes n'ont pas été dupes. Mais même les non-grévistes se sont rebellés contre cette intervention massive de la police pour maintenir l'exploitation.

Rien ne peut remplacer le débat entre les ouvriers

Dès le début de la grève, les ouvriers ont superbement ignoré les lois interdisant les délégations massives d'ouvriers grévistes vers des non-grévistes. Ces "piquets volants" préfiguraient l'action des délégations de comi-

tés de grève dont le but n'est pas de rendre "leur" propre grève solide, mais de généraliser la lutte à tous les ouvriers. Les actions des "piquets" aujourd'hui se font encore dans le cadre syndical qui les contrôle, les limite à un secteur donné, et tente de réduire au maximum le nombre d'ouvriers envoyés en délégation, (en ce moment, les piquets se composent seulement de 10 % des grévistes). Quand les ouvriers prendront leurs affaires en main et rompront plus nettement le carcan syndical, ils devront aussi dépasser la conception corporatiste du rôle des piquets.

Reste le cas où les piquets ont pour fonction de consolider une grève dans un secteur donné. Si nécessaire, la force physique doit être utilisée pour défendre une grève contre des forces destructrices (briseurs de grèves, jaunes qui sont ouvertement du côté de la police et des patrons). Mais le recours à la force ne peut pas être employé dans le cas de divisions réelles entre ouvriers, entretenues par la bourgeoisie, comme c'est le cas dans la grève des mineurs actuellement, face aux divisions entre les différentes mines. La violence ne peut résoudre ces divisions ; seule la discussion, seul le débat le peut. Et c'est précisément ce que faisaient les "piquets volants" avant que la police n'arrive.

Les syndicats ont été trop contents de traiter les mineurs du Nottinghamshire, ou d'autres, de jaunes parce qu'ils refusaient de se joindre à la grève. Mais l'hésitation de cette partie des mineurs est aussi une expression de l'hostilité vis-à-vis des syndicats, et des manipulations sordides dont ils ont été l'objet pendant des années. Les syndicats ont largement contribué à créer la situation actuelle, que ce soit par leur participation à creuser l'écart entre les conditions de travail des différents puits, ou par leurs tentatives répétées de bloquer l'extension des grèves de ces dernières années. Les vrais briseurs de grève, les vrais jaunes, ce sont les syndicats.

Le besoin de solidarité s'exprime dans toutes les grèves aujourd'hui. Ce que cherchaient les mineurs au départ, c'était la solidarité des non-grévistes. C'était un grand pas si on considère tous les efforts déployés par la bourgeoisie pour dresser les différentes régions les unes contre les autres. La question de la solidarité avait été posée par les ouvriers sur le seul terrain réel, celui, d'une im-

plantation directe : rejoindre la lutte. Ce pas aurait pu être plus grand encore. D'autres secteurs auraient pu être contactés, dans le même sens. Mais les forces bourgeoises, de la police aux syndicats, ont tout fait pour contrer cette tendance ; les syndicats en disant :

"La grève des mines doit être forte à 100 % pour que nous puissions demander à d'autres ouvriers de se joindre à nous"

La solidarité des autres secteurs était réduite à de vagues bluffs s'appuyant sur "l'utilisation de tout le mouvement syndical". En même temps, les syndicats des secteurs les plus liés à l'industrie minière, ceux des transports et de l'électricité, se prononçaient ouvertement contre toute action de sympathie. Pourtant, il faut noter qu'il y a eu malgré tout des actions de solidarité dans ces secteurs, que les syndicats ont toutefois été capables d'encadrer et la presse, d'ignorer. Par exemple, les ouvriers de 3 usines du Lanarkshire sont partis en grève en solidarité avec les mineurs.

La fausse solidarité

-BLOCAGE DE MARCHANDISES : bloquer la circulation de la production du secteur en grève pouvait être efficace quand cela avait un impact économique. Aujourd'hui, avec la surproduction (il y a des stocks gigantesques de charbon), ce "blocage" est totalement insuffisant.

-SOLIDARITE FINANCIERE : elle peut paraître répondre à un besoin réel des ouvriers, pour survivre. Mais sans une solidarité active, sans l'auto-organisation qu'elle suppose, la solidarité financière, dans les mains des syndicats, n'est qu'un moyen de prolonger l'agonie des luttes ouvrières qui restent isolées dans leur secteur. SOLIDARITE SYNDICALE : elle consiste en un jour ou une heure de grève organisé à l'avance, en des spectacles de défilés de bonzes syndicaux. En des apparitions aux piquets de grève en costume folklorique. En des allégories enflammées sur les victoires ouvrières dues à l'unité, dans le passé le plus lointain possible. Tout cela n'est que symbole creux destiné à vider la solidarité de tout contenu, à la faire paraître inefficace.

Plus les ouvriers prendront leur lutte en mains, plus la solidarité active se développera, et plus les syndicats apparaîtront pour ce qu'ils sont -les diviseurs professionnels de la classe ouvrière.

D'après WR no 71.

GREVES EN RFA LES "35 H." POUR CACHER LES LICENCIEMENTS

■ Fini l'exemple allemand, "locomotive économique" tant enviée par toutes les bourgeoisies européennes et qui pouvait "bien" payer ses ouvriers. Fini l'esprit de "responsabilité", de "sérieux" et de "diligence" des ouvriers en Allemagne.

L'Allemagne n'est plus une exception dans le développement de la crise économique. Aujourd'hui, la bourgeoisie allemande comme toute la bourgeoisie mondiale se confronte à un prolétariat qui n'accepte pas l'austérité, le chômage, la misère qu'elle leur impose. C'est contre un chômage qui a doublé en l'espace de trois ans (2 300 000 chômeurs soit 9,6 % de la population active) et contre la baisse de son pouvoir d'achat que la classe ouvrière allemande se bat.

Dès septembre dernier, les grèves sauvages éclatent dans les chantiers navals de Hambourg et de Brême face à l'annonce de licenciements. Puis d'autres grèves brèves mais spontanées apparaissent dans les usines métallurgiques de Thyssen/Duisberg et Klöckner/Brême, des occupations se mènent comme à Hamonag -matériel technique- à Hanovre. La colère monte, le mécontentement s'étend, la bourgeoisie ne peut plus faire vider par ses flics les ouvriers en grève comme elle l'a fait pour les chantiers navals.

Les efforts de la bourgeoisie pour contrôler la lutte

C'est par l'intermédiaire de ses syndicats que la bourgeoisie allemande essaie de contrôler, de casser le mouvement. Incapable d'éviter le surgissement des luttes, elle essaie par tous les moyens à sa disposition de briser la dynamique du mouvement. Ainsi, pour essayer d'intimider les ouvriers, le patronat brandit la menace du lock-out des usines et accuse les grèves de saper la compétitivité et la très mythique reprise éco-

nomique, celle dont la bourgeoisie a la bouche remplie et qu'on ne voit jamais.

Ainsi, les syndicats, après avoir négocié pendant deux mois avec le patronat, ont organisé le vote de la grève à bulletins secrets de façon à isoler les ouvriers les plus combattifs de ceux plus hésitants, les différents secteurs entre eux (métallurgie, imprimeries, banques), les grèves régions par régions, villes par villes, et à repousser le déclenchement de la grève. Ils ont fait des grèves "d'avertissement", grèves bidons, usine par usine, pour essayer d'épuiser la combativité. Malgré tout cet arsenal de la bourgeoisie, la volonté des ouvriers de résister à l'attaque toujours plus grande de leurs conditions de vie reste intacte et ce n'est que contraints et forcés, pour ne pas être débordés comme en septembre, que les syndicats déclenchent la grève... des 35 heures. 35 heures montées en épingle, 35 heures sans réduction de salaire ! 35 heures, panacée universelle contre le chômage massif ! En vérité 35 heures dans la métallurgie pour cacher que ce qui se pose directement à la classe ouvrière en Allemagne aujourd'hui, c'est 30 000 licenciements dans la sidérurgie ; c'est que cette campagne poudre aux yeux vise en fait à faire accepter aux ouvriers des réductions de salaires et des augmentations de la productivité "en retour" d'une réduction de la journée de travail. De plus, les 35 heures est un thème démobilisateur, les ouvriers se font de moins en moins d'illusions sur l'efficacité d'une telle mesure dans la lutte contre le chômage. Malgré cela, la pression ouvrière est bel et bien là et la bourgeoisie ne reste pas inactive, c'est pourquoi l'on voit apparaître une "opposition" dans le syndicat, une "opposition" base/sommet, dirigeants modérés et base radicale qui crie à la grève d'un million d'ou-

vriers, qui jacasse sur la "solidarité générale des syndicats DGB" en prenant soin bien sûr de séparer les imprimeurs d'un côté, les métallurgistes d'un autre et les employés de banque encore d'un autre côté afin d'éviter ce que redoute la bourgeoisie : l'extension et l'unification du mouvement.

l'importance du mouvement

Le souci constant de la bourgeoisie allemande de s'assurer que les différents secteurs de la classe ouvrière ne se mettent en grève simultanément, n'est pas gratuit ; elle essaie ainsi de limiter l'impact international des luttes étant donné les combats de classe qui se déroulent dans les pays voisins. En effet, la bourgeoisie qui, à grands coups de média, présentait les ouvriers allemands -dans les années 70- comme un modèle de responsabilité, voit aujourd'hui ces mêmes ouvriers rejoindre leurs frères de classe des autres pays d'Europe et malgré toutes les illusions du mouvement même, il fournit des éléments supplémentaires aux ouvriers pour comprendre la faillite de ce système d'exploitation et la dimension internationale de leurs luttes.

C'est le bastion économique allemand qui tombe, c'est dans un pays charnière entre les deux blocs que la lutte ouvrière se développe, c'est une partie décisive de la classe ouvrière mondiale qui entre en lutte. Décisive non au niveau du mouvement immédiat qui porte encore beaucoup d'illusions sur les syndicats et la social-démocratie, mais au niveau du processus historique qui commence à peine sous nos yeux, du processus de prise de conscience de la classe, processus à long terme et auquel le prolétariat allemand aura, de par son expérience historique une contribution importante à faire.

D.

APPEL AUX LECTEURS ET AUX SYMPATHISANTS

■ L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires. Le CCI par exemple a publié en quatre mois plusieurs tracts dans les luttes en G.B., Hollande, Belgique, Italie, Espagne, USA... En France, RI a publié 3 tracts nationaux, des tracts locaux et un appel à une réunion publique sur la place de Longwy. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques ; c'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme cer-

tains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux nous seraient aussi utiles, vu le back-out entretenu par la bourgeoisie sur les grèves ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans des librairies ou des kiosques et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

INTERVENTION A LA FETE DE LO (Paris)

A la "fête" de Lutte Ouvrière, le CCI sera présent :
- avec un stand où toutes les publications seront disponibles en français, anglais, espagnol, allemand, italien, suédois, néerlandais.
- nous y tiendrons trois forums :
+ GAUCHE, GAUCHISTES ET SYNDICATS AU PREMIER RANG CONTRE LA CLASSE OUVRIERE.
+ FACE A L'ATTAQUE CAPITALISTE, REPRISE INTERNATIONALE DES LUTTES OUVRIERES.
+ LE ROLE INDISPENSABLE DES REVOLUTIONNAIRES DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE.

REUNIONS PUBLIQUES sur le thème : "Ouvriers, les syndicats sont nos ennemis"

AIX EN PROVENCE :
Permanence le 13 juin 1984, de 18h à 19h, au Café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX :
Réunion Publique le 23 juin 84 à 17h au café Victor Hugo, 52 Cours Victor Hugo.
Contact diffusion le 23 juin de 10h30 à 11h30 au marché St Michel, place Meynard.

DIJON :
Réunion Publique le 23 juin 84 à 17h à la MJC Maladière, rue Balzac.

LYON :
Réunion Publique le 22 juin 84 à 21h à MAJO, impasse Métrol, Villeurbanne, métro République.
Permanence le 26 juin à 18h à la même adresse.

MARSEILLE :
Réunion Publique le 22 juin 84 à 21h au 205 rue Ste Cécile, 13005.

Permanence le 6 juin de 18h à 19h, à "l'Artistic Bar", 4 cours J.Thierry, 13001.

NANTES :
Permanences les 1er et 22 juin à 20h30 au centre social des Bourderies, Nantes-Chatenay.
Contact diffusion le deuxième samedi du mois de 10h30 à 11h30, au marché de la Petite Hollande.

PARIS :
Réunion Publique le 16 juin à 17h au 27 avenue de Choisy -75013- Métro Porte de Choisy.
Permanences tous les samedis à 16h, à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique).

TOULOUSE :
Réunion Publique le vendredi 22 juin à 21h, cité Universitaire de l'Arse-nal, Bat.C.
Permanences tous les vendredis à 18h30 au bar "le Colbert", avenue Saint-Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).

Contact diffusion les deuxième et quatrième dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et le deuxième dimanche du mois de 11h à 13h30 au Marché aux Pucés (Saint-Sermin).

ROUEN :
Réunion publique le 23 juin, à 16h30, à la Halle aux Toiles.

Sur le THEME : "CONTRE L'ATTAQUE CAPITALISTE MENEES PAR LA GAUCHE ET LES SYNDICATS, QUELLES SONT LES TACHES ET LES PERSPECTIVES DES LUTTES OUVRIERES ACTUELLES ?

CLERMONT-FERRAND :
Réunion Publique vendredi 8 juin à 20h30, Ancien Lycée Blaise Pascal.

LILLE :
Réunion Publique le 16 juin à 15h30, 23 rue Gosselet (MNE)

TOURS :
Réunion Publique le 16 juin à 17h, 43, rue Lamartine.

PUBLICATIONS DU CCI

(ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA
Apartado de correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027
USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KOLN 41, RFA

BROCHURES

Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi).

- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) (4 F)
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :
ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :
ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F
ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.TAUTIN, 4 passage Dieu Paris 20ème.
Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

➡ **R.I.**
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

DERRIERE LE BATTAGE ANTI-RUSSE, L'OFFENSIVE OCCIDENTALE SE DEVELOPPE

■ A part ceux que le stalinisme a vraiment corrompus, il y a sans doute fort peu de monde dans la classe ouvrière pour croire que l'Armée Rouge mène depuis 1980 une croisade "socialiste" en Afghanistan. Il est assez clair que le bras armé de l'Etat russe perpètre là-bas ce genre de crapulerie criminelle qu'on doit appeler du même nom que méritèrent hier les exactions militaires des USA au Vietnam : l'impérialisme capitaliste.

Ceci dit, la nouvelle campagne militaire qu'est en train de développer l'armée russe dans la vallée du Panshir sert de base, en Occident, à une intense réactivation de la propagande anti-soviétique. Le battage à propos du retrait des athlètes des pays de l'Est des J.O de Los Angeles, comme la théâtralisation (style "droits de l'homme") autour du sort des époux Sakharov, s'ils mettent en relief l'acuité de la propagande, en dissimulant aussi le ressort essentiel. Le fond réel du battage idéologique anti-russe de la bourgeoisie en occident est de justifier une gradation de son offensive impérialiste. Il sert à couvrir le fait que l'initiative impérialiste, ce n'est pas le bloc russe qui la détient, mais bien le camp américain. Il est, comme toute idéologie, une mystification des réalités, donc une duperie qu'il s'agit d'éviter.

Depuis le retrait des "marines" américains et de la force multinationale du Liban, la bourgeoisie de l'Ouest nous présente la situation de son bloc impérialiste comme affaiblie et entamée. Elle nous montre l'agressivité du bloc russe comme l'empreinte en creux de cet échec subi par l'Occident. Perfidement, la presse capitaliste a nourri cette vision idéologique en nous dépeignant le récent voyage de Reagan en Chine comme on ne sait quelle manœuvre compensatoire à l'usage de l'opinion publique. Il se serait agi pour Reagan de chercher à balancer le revers de sa politique au Moyen-Orient par un succès commercial en Chine.

Commençons par dire une bonne chose. Il n'y a jamais eu de fiasco de l'impérialisme occidental au Liban, ni de désarroi consécutif à cela. Rien d'ailleurs qu'à examiner les plus récents développements de la situation au Liban, il apparaît que la constitution du gouvernement d'union nationale de Rachid Karamé est bien aujourd'hui un aboutissement positif de la politique du bloc, même sans sa force militaire présente dans Beyrouth. C'est une réussite et non un échec ! Bien entendu, la stabilisation que constitue la formation de ce gouvernement ne présente en soi aucune garantie absolue de durabilité. Le succès du bloc américain se marque moins dans le fait qu'il soit parvenu - même temporairement - à supprimer les bases de la lutte entre les

fractions rivales de la bourgeoisie libanaise, que dans celui qu'il arrive à les faire tenir dans un cadre -incluant la Syrie- sous son contrôle ou sa maîtrise globale (1).

Loin d'avoir été bridée par quelque revers que ce soit, l'offensive du camp impérialiste occidental n'a jamais été aussi forte et continue qu'au cours de ces derniers mois. En ce sens on peut précisément dire, a contrario de ce que prétend la propagande de bourgeoisie, que la stabilisation de la situation au Liban a libéré d'autant la poursuite de cette offensive. On est en train d'assister, comme jamais encore nous n'en avions été témoins, à un harcèlement systématique, simultané, intercontinental des moindres positions d'appui de l'impérialisme soviétique dans le monde, par les forces du bloc américain :

- En Asie : la pression occidentale se traduit clairement en direction du Vietnam pro-russe, tant au travers du nouveau départ des hostilités militaires sino-vietnamiennes, que par le canal de la réactivation de la guérilla Khmère au Cambodge, depuis la Thaïlande.

Par ailleurs, l'Occident accélère l'armement de la Corée du Sud, tout en pressant davantage pour la réunification des deux parties du pays.

- En Afrique : Le bloc américain accentue sensiblement son entreprise de détacher le Mozambique et l'Angola de leur alliance avec l'URSS. Indubitablement le camp impérialiste occidental vient, en février dernier, de marquer un point important en amenant les régimes "socialistes" de Maputo et de Luanda à contracter un accord de désengagement militaire avec la République Sud-Africaine, qui est, on le sait, la championne de l'anti-soviétisme dans cette région du monde.

Et cependant que le bloc américain mine progressivement mais sûrement toutes les positions de l'impérialisme russe sur les continents africain et asiatique, il parfait en Amérique Centrale son isolement de Cuba et délimite la marge de manœuvre du Nicaragua dit "révolutionnaire".

Ni déviée de ses objectifs, ni contrainte à la temporisation, la détermination de l'offensive du bloc occidental n'a jamais été aussi affirmée que maintenant. Tous les aspects du

déploiement de son attaque, au Moyen-Orient, en Asie et en Afrique prennent cadre dans une continuité et une unité de dessein remarquables de force. Cette force, le fameux voyage de Reagan en Chine, la symptomatise au plus haut degré aujourd'hui. Bien entendu, les motifs du déplacement de Reagan en Chine n'ont rien à voir, pour l'essentiel, avec ce que la presse bourgeoise a voulu nous en présenter. Le vrai "commerce" que le président yankee a tenu avec les dirigeants "communistes" chinois, c'est celui des armes et la question de la guerre. Les discours officiels de Reagan à Pékin laissent assez facilement transparaître leur sens réel : une pression pour l'insertion plus affirmée de l'Etat chinois dans le bloc occidental ; une invitation pressante à la coopération militaire de la Chine avec le bloc américain. Ici la visée de toute la pression impérialiste occidentale est nettement désignée : refouler l'URSS et son bloc dans les frontières de son glacis. De l'enjeu effectif du voyage de Reagan en Chine, personne au reste n'est moins dupe que l'URSS (qui a d'ailleurs ajourné la programmation de la visite de Tchernenko à Pékin).

La question de l'Afghanistan faisant depuis longtemps l'objet d'un contentieux entre la Chine et l'URSS, ceci à soi seul peut déjà expliquer la quasi simultanéité du déclenchement de l'opération militaire dans le Panshir avec la préparation du voyage de Reagan en Chine. Mais au-delà de ce point immédiat, ce que reflète cette campagne contre la résistance afghane dans le Panshir, c'est la contrainte de plus en plus aiguë dans laquelle le bloc occidental place l'impérialisme russe de réagir au forcing de la pression de l'Ouest, avec des moyens et des opportunités qui sont sans cesse plus limités pour lui.

Ainsi donc, au rebours des insinuations de la propagande anti-soviétique, c'est le militarisme du bloc russe qui marque en creux la position de force de l'impérialisme occidental et la situation d'infériorité de l'URSS. Ceci ne peut qu'évoluer vers une nouvelle exacerbation des tensions guerrières entre les deux grands camps capitalistes mondiaux, et vers un regain de barbarie.

16.5.84 SM

(1) : au moment de mettre un point final à l'article, éclate ce que la presse appelle la "guerre du pétrole" dans le Golfe Persique. Cette nouvelle passe d'armes au Moyen-Orient, confirme nos analyses suivant lesquelles l'Iran constitue le principal point de force de la pression occidentale dans cette zone du monde. Mettre au pas de l'Iran, tel est l'objectif. Nous reviendrons sur ce sujet dans le prochain R.I. et le mettrons dans sa perspective.

TL

LE CAPITALISME DECADENT, C'EST LA BARBARIE

■ Depuis l'âge de pierre à nos jours l'histoire de l'humanité s'explique par la recherche d'un but : vivre, créer et développer ses moyens de subsistance, développer les forces productives qui ont permis à l'espèce humaine de se perpétuer et de se développer.

La notion de PROGRES de l'humanité dans l'histoire s'est toujours mesurée en termes de victoires de la vie sur la mort, en termes de capacité de l'homme à combattre la misère et la maladie, de capacité à développer ses facultés créatrices.

Le capitalisme décadent représente le contraire du progrès. La persistance du système capitaliste est en train de faire sombrer l'humanité dans la barbarie.

Quel en est le bilan ?
- outre les deux guerres mondiales, le monde n'a pas connu moins de 130 conflits armés locaux depuis 1945, qui ont déjà provoqué autant de morts que les deux premières réunies ;
- les dépenses mondiales en armements sont estimées à environ un million de dollars PAR MINUTE ;
- plus des deux tiers de l'humanité vivent dans la misère totale. Avec la crise économique qui frappe aujourd'hui tous les pays, cette misère qui a toujours sévi dans les pays sous-développés se trouve décuplée sous les effets des mesures d'austérité imposées par le FMI aux Etats endettés. Rien que dans le nordeste du Brésil "en quatre ans, dix millions de personnes (dont une majorité d'enfants) sont mortes de faim" ; "en

Afrique subsaharienne, la mortalité infantile qui était déjà de 50 % plus élevée que la moyenne au début des années 50 est aujourd'hui près de deux fois plus élevée" (rapport de l'UNICEF cité dans Libération). La liste des maux des populations du tiers-monde est infinie. Cette barbarie-là ne nous est pas étrangère. C'est cette même barbarie capitaliste qui provoque, dans les pays plus développés la DESINDUSTRIALISATION qui est en train de jeter sur le pavé des masses toujours plus grandes de chômeurs.

La barbarie c'est aussi les missiles déjà installés en Europe et qui sont pointés sur les plus grandes concentrations industrielles -et donc ouvrières- du monde.

Cette barbarie n'est pas "normale", ni inévitable, ni fatale. Elle est le fait de la bourgeoisie, cette classe numériquement très minoritaire, qui dirige le monde au nom de ses intérêts suprêmes : le PROFIT, l'ARGENT, la CONCURRENCE, l'EXPLOITATION.

Sous la pourriture de la barbarie capitaliste se trouve un monde à gagner : les trésors que représentent la puissance industrielle, technologique, scientifique qui attendent d'être vraiment mis au service de l'homme.

Parce que ces richesses ont été créées par la sueur et le sang des ouvriers, seule la classe ouvrière, organisée unitairement, a les moyens de mener à terme ce projet grandiose.

TL

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttres de libération nationale"

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.